Le 02 février 2014

**Les motifs d’insatisfaction et les raisons d’exprimer notre mécontentement ne manquent pas. Nul besoin de catalogue pour illustrer les réalités de nos conditions de vie et de travail dégradées.**

La peur de perdre son emploi et l’angoisse de l’endettement figurent en tête des préoccupations des salariés … Les richesses créées par notre travail doivent prioritairement servir à la réponse aux besoins sociaux, à la création d’emplois de qualité, à la revalorisation du SMIC, à la hausse des salaires pour vivre mieux et permettre une relance de la consommation des ménages et permettre ainsi une relance de la croissance.

En ouvrant le débat sur le « coût du capital » pour répartir autrement la richesse produite, la CGT veut rétablir la vérité. Elle veut démontrer que ce qui coûte ce n’est pas le travail, c’est le capital. Aujourd’hui, en moyenne un salarié du privé travaille 45 jours par an pour payer leurs dividendes aux actionnaires.

La campagne sur le « coût du travail » orchestrée par le Medef ne vise qu’à culpabiliser les salariés et à permettre à une minorité d’accaparer les richesses produites par notre travail.

Pour changer de logique de développement, pour changer la donne, nous le savons, le monde du travail doit s’organiser, se rassembler, s’unir et agir…

Le président de la République vient d’annoncer la suppression des cotisations familiales patronales, un nouveau cadeau de 30 milliards d’euros d’exonérations sociales pour les entreprises, au moins 50 milliards d’euros de baisse des dépenses publiques en trois ans, un choc de simplification aux contours flous …

Il passe un accord sans engagement avec le MEDEF. Puis demande aux organisations syndicales de salariés de dire ce qui pourrait être sauvé en matière sociale !

Il y a un donc un besoin urgent de clarification, tant sur les montants que sur la méthode, des annonces faites par le président de la République.

Un accord préalable avec le MEDEF sans consultation des organisations de salariés. Il est des organisations prioritaires pour F Hollande ; il a vite oublié les organisations qui ont appelé à faire barrage à Sarkosy.

Et notre députée emboite le pas du Président Hollande :

Elle visite les entreprises : rencontre les patrons mais pas les salariés

Elle vote des exonérations pour les associations quand on lui rappelle que certaines associations ne paye pas les salariés à la convention collective 200 000€ par an volés aux salariés de l’AGESEP à Sana et rieux Volvestre elle supprime l’article de Facebook ; on pourrait parler des errements de l’ANRAS à Eup et ailleurs qui ne vit qu’avec de l’argent public mal utilisé (pour ne pas dire autre chose), de l’ADMR qui licencie.

Elle parle du sauvetage du tribunal, cite nos élus et oublie l’action des professionnels de la justice et les organisations syndicales qui se sont mobilisées.

Elle parle de l’hôpital de saint Gaudens, mais depuis deux ans pas l’ombre de la première pierre posée pour la nouvelle aile qui doit remplacer l’ancienne clinique. Des inquiétudes qui persistent malgré ses affirmations sur la dotation de l’IRM pour l’hôpital et les effectifs nécessaires pour son fonctionnement.

Elle appelle dans ses vœux à la confiance, mais au bout de deux ans d’expérience celle-ci s’émousse….

Je voudrai également parler des médias et leur rôle sordide dans l’actualité, depuis ces deux ans le débat tourne autour de faits qui nous touchent peu mais qui amusent la galerie et occulte les vrais problèmes ; Depuis Dépardieu, les frasques de la vie hollande dieudonné j’en passe et j’en oublie

Mais tout ce temps polarisé occulte les vrais problèmes du quotidien :

-l’accord ANI passe au second plan, il est aujourd’hui vidé des quelques mesures positives.

-la progression du chômage, la politique désastreuse pour l’emploi, le travail le dimanche, les cadeaux au MEDEF sont tout juste évoqués.

On en arrive même à instrumentaliser les salariés contre les organisations syndicales qui deviendraient coupables de s’opposer aux plans dit sociaux ou au travail le dimanche.

Soit dit en passant, si ce gouvernement s’est appuyé sur une majorité des organisations syndicales pour voter l’ANI, ces mêmes organisations sont unanimes pour dénoncer le travail le Dimanche, mais là le gouvernement n’a pas tenu compte de leur avis …

Tout ceci amène un certain désarroi et favorise l’éclosion de mouvements qui flirtent avec l’extrême droite et une Droite dure qui tentent de se réapproprier la rue au prétexte de motifs construits sans fondement ou fondés sur des reculs sociétaux.

Le danger est bien présent : relisons notre histoire ; il ne faut pas de concessions à de telles idées tout recul sera analysé comme un encouragement. Nous devons être intransigeants sur ces sujets-là : avec nos adversaires de classe et avec nos gouvernants qui prêtent le flan.

« Le ventre est encore fécond, d'où a surgi la bête immonde. »

Chacun porte la responsabilité de se mobiliser là où il est avec ses arguments, ses moyens quels qu’ils soient,

Rien n’est écrit ou décidé, il appartient à chacun de nous qu’un meilleur partage des richesses ouvre la perspective d’une société plus juste.